



**Les défis de la transparence de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)**

By Hajaonina Paulin RANDRIA ARISON  
 Natural Resource and Land Program Officer

**Définition Transparence**

- La transparence consiste à éclairer les règles, les plans, les processus et les actions. C'est savoir pourquoi, comment, quoi et combien. La transparence garantit que les fonctionnaires, les fonctionnaires, les dirigeants, les membres du conseil d'administration et les hommes d'affaires agissent de manière visible et compréhensible et rendent compte de leurs activités. Et cela signifie que le grand public peut les tenir en compte. C'est le moyen le plus sûr de prévenir contre la corruption et de contribuer à accroître la confiance dans les personnes et les institutions dont notre avenir dépend.
- Source: Transparency International/Glossary
- <https://www.transparency.org/glossary/term/transparence>

**Evolution contextuel**

La contribution du secteur extractif à Madagascar demeure faible pour le moment: 2,12% du PIB de Madagascar

DE: Ambatovy : 6,9 milliard \$, QMA USD: 1 milliard \$, Madagascar Oil : 330 million \$

Exportation: 30 % des exportations

Par revenu fiscal: 14% des revenus fiscaux sont constitués par le secteur des Industries extractives

Année	Contribution (%)
2007	1.5
2008	1.8
2009	2.0
2010	2.2
2011	2.0
2012	2.1
2013	2.0
2014	2.1
2015	2.1
2016	2.12

## Contexte mondial



- La diminution de la demande de la Chine provoque une crise internationale, seule quelques minerais sont épargnés.
- De plus en plus, les Etats hôtes rencontrent des difficultés à recouvrer leur impôts:
  - structure de l'organisation des entreprises,
  - convention fiscale, paradis fiscal (c'est simplement pour l'optimisation fiscale)
- Pour les cas des pays africain: taxe holidays, amortissement rapide,.....

## Madagascar et la norme EITI



- Préparation pour l'évaluation de sa candidature pour le mois de Septembre 2017.
- Redynamisation des membres: société civile, administration, et compagnies extractives

## Norme EITI 2016



- EXIGENCE ITIE 1 - Suivi par le Groupe multipartite.
- EXIGENCE ITIE 2 - Cadre légal et institutionnel, y compris octroi de licence.
- EXIGENCE ITIE 3 - Prospection et production.
- EXIGENCE ITIE 4 - Collecte des revenus.
- EXIGENCE ITIE 5 - Attribution des revenus.
- EXIGENCE ITIE 6 - Dépenses sociales et économiques.
- EXIGENCE ITIE 7 - Résultats et impact.
- EXIGENCE ITIE 8 - Conformité et délais pour les pays de mise en oeuvre

[https://eiti.org/sites/default/files/documents/french\\_eiti\\_standard\\_3.pdf](https://eiti.org/sites/default/files/documents/french_eiti_standard_3.pdf)

## Focus: Permis miniers



- Insurrection de certains permis miniers;
- Annulation de certains permis transformés lors de la transition.
  - Il s'agit des PR vers PE
- Risque de discrimination subjective:
  - Les critères d'annulation doivent être rendu publiques.


## PERMIS MINIERES & TRANSITION



- La 23eme session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies n'a pas été complaisante avec les compagnies opérant à Madagascar. De son analyse du problème, il s'agit notamment de « la non légalité et la corruption, la non consultation des populations concernées et la privation pour ces populations de leurs moyens de subsistance ».
- La plupart des sociétés transnationales installées à Madagascar ont obtenu leur permis d'exploitation soit par les politiciens soit par le régime de transition. De ce fait, elles n'ont ni la légitimité ni la légitimité d'opérer dans ce pays. De plus, ces permis ont été obtenus à la faveur d'une forte corruption des dirigeants politiques précités -> voir l'enquête.
- Selon le quotidien malgache, plusieurs compagnies minières et pétrolières sont concernées par les permis d'exploitation octroyés depuis 2009 et le Conseil des droits de l'homme indexerait notamment Mainland Mining, Talara Sardo, Nirani Energy Corp et Asia Thai Mining.
- [http://www.madagascar.info/madagascar-des-permis-d-exploitation-douteux\\_a7508.html](http://www.madagascar.info/madagascar-des-permis-d-exploitation-douteux_a7508.html)

## Diagnostic des permis miniers





DIRECTION DE LA SANCTION  
DES TITRES MINIERES

- La gestion des titres miniers à Madagascar a été affectée par un manque de transparence depuis le début de la crise politique;
- Le traitement équitable des titulaires de permis exige un « apurement cadastre » basé sur des règles claires et communes
- Avant de rouvrir le cadastre, il faudra renforcer la fonctionnalité technique et administrative du BCM.
- Les modifications aux statuts du BCM devraient être reconstruées. Une révision des statuts a été adoptée en mars 2015

Source: EITI Madagascar 2015

## Focus: Laissez passer



- La vente des laissez passer a été confié à une entreprise privée au lieu d'être délivré par l'imprimerie nationale ou l'administration.
- Il existe une marché des laissez passer (petite mine)
- Les laissez passer permet facilement de blancher les minerais
- Source: Enquête TIIM 2016

→ Ainsi, il faut améliorer le système de traçabilité des minerais et laissez-passer.

## Les rapports de réconciliation



- A ce jour, nous disposons de Quatre (4) rapport de réconciliation:
  - 2010-2011
  - 2012
  - 2013
  - 2014
- Constat: nous sommes en retard de deux ans
- Causes: manque de financement.....manque d'implication des parties prenantes
- Risque: la radiation pour la candidature de Madagascar

## Frais d'administration



Table 1: Revenue from mining administration fees in Madagascar from 2011 to 2014.

Year	Number of company	MAF (Ar) billions
2011	37	14,64
2012	126	22,72
2013	102	15,26
2014	65	6,19

Source: EITI Report Madagascar: 2011 - 2014

Note: The mining administration fee in this table applies only to amounts over \$ 5,000 USD

## Frais d'administration minière

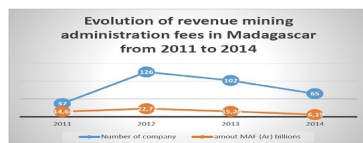


Figure 1: Evolution of revenue mining administration fees in Madagascar from 2011 to 2014

## Retard de transfert des Frais d'administration



Table 3: Situation Transfert quote:share year 2014

NO virement	Date	Amount Ariary	Recipient (continue)
1ère vague	29/3/2016/RGA	628 940 233,00	368
2ème vague	717/2016/RGA	688 969 724,00	243
<b>Total</b>		<b>1 417 909 957,00<sup>16</sup></b>	<b>611,00</b>

Source: PWC, EITI Reconciliation Report 2014, 16 December 2016. Page 107

## Retard de paiement: Redevances et ristournes

- Exemple : la compagnie minière RIO Tinto QMM paie ses redevances à temps.
- Une compagnie rencontre des problèmes de répartition.

## Les points forts



- Volonté des parties présentes dans les réunions à mettre la transparence à Madagascar
- Existence des travaux et des études pertinentes

## Les points à améliorer



- Participation effective des membres :
  - Compagnie: très actif (5/7)
  - Administration: moins actif (1/7)
  - Société civile: moyennement actif (2 à 3/7)
- En cours: Analyse de la structure de l'EITI par le cabinet Ernst & Young : version draft.
- Indépendance financière de l'EITI: Proposition une partie des FA

EITI Madagascar  
Rapport d'activités - Bilan et  
perspectives 2017

Conclusion



Comment doit être l'utilisation des rapports d'EITI?

Comment rendre plus compréhensible le rapport pour le simple citoyen?

Quelle est notre vision du secteur extractif?

Comment sont les bases du secteur extractif à Madagascar?

Loi

Fiscalité

Ressources

Transparence

Lutte contre la corruption

Est-ce que nous sommes prêt à accueillir d'autres IDE vue la situation actuelle? Engagement à long terme?